

**POURQUOI LA "FAMINE DU SIECLE" ,**

**(De la terreur à la superfamine)**

Texte de l'exposé de Negede Gobezie, membre du secrétariat de la Mission extérieure de MEISONE, à une conférence débat organisée par la CIMADE, le 21 janvier 1985 à Montpellier (France)

## PLAN

I - INTRODUCTION

II - LES ACQUIS POLITIQUES ET ECONOMIQUES

III - L'AFFRONTMENT

IV - LA TERREUR DANS LES CAMPAGNES

V - UNE POLITIQUE AGRICOLE DESASTREUSE

1.- L'étatisation du commerce de produits agricoles

2.- La marginalisation du petit paysan.

VI - LA FAMINE EST-ELLE UNE FATALITE ,

VII - L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

## POURQUOI LA "FAMINE DU SIECLE" ?

### I - INTRODUCTION

Le peuple éthiopien est en train de subir ce qu'il faut bien appeler "la famine du siècle". Selon les témoignages recueillis sur place, des dizaines de milliers de personnes sont déjà mortes dans les régions les plus touchées. Sur plus de 7 millions de personnes affectées, des responsables des organisations internationales estiment que près d'un million pourraient mourir de faim si le pays ne reçoit pas de secours massifs et urgents pendant toute l'année 1985.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle famine sévit dans le pays. La tragédie de Wollo et de Tigray dans les années 1973-1974 est dans toutes les mémoires. A l'époque tout le monde était d'accord pour estimer que la responsabilité incombait au système féodal. L'Ethiopie était une société archaïque où une oligarchie féodale possédait la quasi totalité des terres cultivables obligeant des millions de paysans à travailler sur ces terres et à remettre jusqu'à 75 % de leurs récoltes aux propriétaires terriens.

Depuis la chute de l'Empire en 1974 et l'abolition du féodalisme en 1975, une révolution profonde a traversé le pays. Près de 7 millions de familles paysannes qui vivaient au 20e siècle comme des serfs au moyen-âge, étaient ainsi libérées de l'oppression féodale. Les terres rurales étaient nationalisées sans aucune compensation et distribuées à ceux qui les travaillaient.

Pourquoi alors cette famine ? Disons le tout de suite : la sécheresse y est pour quelque chose. Mais elle n'explique pas, à elle seule, la tragédie qu'est en train de vivre notre peuple. La crise vient de ce que la dictature militaire a remis en cause les acquis politiques et économiques de la grande réforme agraire.

Quels étaient les acquis ? Comment sont-ils remis en cause par la dictature ? Quelles sont les conséquences de ce retour en arrière sur le

monde paysan ? Voilà les questions auxquelles il faut répondre si l'on veut comprendre la famine qui sévit dans le pays et qui n'a cessé de s'aggraver depuis 1978. Je tâcherai d'y répondre afin de vous faire partager une conclusion que tous les démocrates et patriotes éthiopiens tiennent comme allant de soi : la famine en Ethiopie n'est pas une fatalité. Le désastre actuel n'est que la conséquence inéluctable de la défaite de la révolution démocratique et de la politique suivie par le régime depuis 1978.

## II - LES ACQUIS POLITIQUES ET ECONOMIQUES

La proclamation de 1975 ne se contentait pas d'abolir le féodalisme. Elle reconnaissait, pour la première fois dans l'histoire du pays, le droit des paysans de s'organiser librement en associations. Ces dernières avaient une double tâche : d'abord, elles étaient chargées de la distribution des terres nationalisées. Ensuite, elles étaient conçues pour prendre en main l'administration de leurs villages en brisant l'ancien appareil d'Etat conçu, lui, pour servir le féodalisme et dont les membres étaient lésés par les mesures d'expropriations.

A cette fin, chaque association est dotée d'un comité exécutif, d'un tribunal populaire et d'une milice dont les membres sont élus démocratiquement par l'assemblée des villageois. Dans les années 1975-1976, 25 000 associations paysannes regroupant 7 millions de familles sont ainsi organisées d'abord par les 60 000 jeunes "ZEMATCHES" envoyés dans les campagnes et ensuite par les militants du ME'ISONE qui travaillait à l'époque au sein d'une alliance anti-féodale constituée par les forces progressives civiles et militaires.

Dès leur création, ces associations s'érigent en pouvoir parallèle à l'appareil d'Etat de l'ancien régime et représentent un réel contre-poids face au pouvoir central. Dans un premier temps, et au milieu d'une guerre civile cruelle, les forces démocratiques, soutenues par une fraction du conseil militaire dirigée par Mengistu, s'affirment contre les tenants de l'ancien régime. Les associations paysannes brisent l'appareil d'Etat féodal. Elles disposent dans chaque village de toute autorité en matière foncière. Mais leur compétence s'exerce aussi dans pratiquement tous les domaines :

politique, économique, judiciaire et de police. Chaque association encadre une communauté qui se gouverne elle-même et tend à se donner progressivement les moyens de son développement socio-économique.

Maintenant, pour la première fois dans son histoire, le paysan éthiopien dispose de ces moyens. Il est maître de son lopin de terre et du fruit de son travail. En effet à moins que l'on nous dise que la réforme agraire reposait sur un formidable malentendu, le slogan "la terre à ceux qui la travaillent" c'est aussi et surtout "la récolte à celui qui l'a produite". Pendant les premières années de la révolution, personne, sauf évidemment les féodaux, ne mettait en question cette interprétation de la réforme.

C'est d'ailleurs sur cette base qu'entre 1975 et 1978 la vie démocratique et autogestionnaire s'organise dans les campagnes d'Ethiopie. Que fait le paysan de sa récolte ? Citons quatre éléments par ordre de priorité :

Premièrement, il consomme davantage. Les paysans pauvres et leurs familles mangent à leur faim. Les chiffres officiels indiquent, qu'après la réforme, la consommation paysanne a augmenté partout dans le pays dès la première récolte et ce de l'ordre de 15 à 20 %.

Deuxièmement, il stocke une partie de son surplus. Le souvenir des années de famine étant profondément ancré dans la mémoire collective, cette attitude lui vient comme un réflexe de survie.

Troisièmement, il veut consommer des produits manufacturés : d'abord ce que l'on appelle les 3 S : le sucre, le sel et le savon. Puis des vêtements pour lui et ses enfants et pourquoi pas des chaussures, des transistors, etc... Pour peu que ces produits soient disponibles sur le marché il dispose, maintenant, du pouvoir d'achat nécessaire.

Quatrièmement, enfin les paysans se donnent les moyens de leur pouvoir politique et de leur développement socio-économique. De nombreuses associations construisent leur école, leur moulin, leur magasin de stockage, leur coopérative de service, etc... Ils construisent aussi le siège de leur association, celui de leur tribunal, achètent des armes pour leur milice, etc... Ces infrastructures sont souvent bâties avec le produit de la

vente de ce qu'ils ont cultivé sur le champ communautaire où tout le monde doit travailler.

Si vous gardez à l'esprit le fait que ce scénario s'appliquant à la vaste majorité des associations paysannes, vous aurez une idée de l'oeuvre gigantesque que les paysans d'Ethiopie étaient en train d'accomplir pendant les premières années de la révolution et du gâchis et de la tragédie que constitue cette famine qui survient parce que ce dynamisme a été interrompu et noyé dans le sang à partir de 1978.

### **III - L'AFFRONTMENT**

De ces premières années de la révolution éthiopienne le monde extérieur n'a retenu que la violence inouïe qui secouait le pays. Personne ne semblait vouloir comprendre la nature profondément démocratique de la révolution que le peuple éthiopien était en train de vivre et de défendre. On ne parlait que de "terreur", de "chaos", de "fascisme" et même de "contre révolution". Paradoxalement, c'est à la suite de l'intervention soviétocubaine en 1977 et après la défaite du mouvement démocratique que le monde extérieur commencera à "découvrir" l'existence d'une révolution dans ce pays.

Mais quelles contradictions politiques et économiques expliquent cette violence ?

Politiquement d'abord. L'alliance des forces progressistes ayant permis un vaste travail de conscientisation et d'organisation dans les campagnes, on se trouve, vers la fin de 1976, face à un phénomène de "double pouvoir", et de conflit entre deux forces qui jouent leur survie respective. D'un côté, le pouvoir des juges élus par la population, de l'autre, celui des juges de l'ancien appareil d'Etat. D'une part la police locale laissée par l'ancien régime et de l'autre la milice paysanne. L'appareil administratif lésé par la réforme agraire, et celui des comités paysans.

Pendant les premières années, la lutte était axée autour du problème de l'organisation de ce pouvoir paysan et de son renforcement. Les féodaux

essayaient par tous les moyens, y compris la lutte armée et les assassinats de leaders paysans et de jeunes ZEMATCHES, d'arrêter ce processus. Le régime militaire soutenait, de façon plus ou moins conséquente, il est vrai, ce combat livré par les forces démocratiques. AU prix de sacrifices inouïs les paysans sont parvenus à briser l'ancien appareil d'Etat au sein de leurs communautés respectives. En désespoir de cause, les féodaux et les éléments extrémistes de "gauche" opposés, au même titre que les premiers, au développement de ce pouvoir animé par des élus de base, se lançaient dans la bataille de la dernière chance. Ils provoquaient la guerre civile dans les villes dans l'espoir de retourner la situation en liquidant physiquement les forces progressistes qui se trouvaient à la tête de ce vaste courant démocratique. En septembre 1976, c'était le début de ce que l'on avait appelé "la terreur blanche".

Les éléments visés par cette entreprise de terreur ?

Ce sont les militants de ME'ISONE, les syndicalistes, les élus des associations de quartiers, les jeunes et même Menguistu Haille Mariame considéré à l'époque comme un partisan de ces organes de pouvoir populaire. En quatre mois, des centaines de militants tombent sous les balles des véritables "escadrons de la mort".

Au mois de février, Menguistu prend le pouvoir et les forces démocratiques qui affrontaient les mains vides les tenants de la "terreur blanche" commencent à être armés et à se défendre. Les assassinats marquent le pas. Le pouvoir populaire, maître des campagnes d'Ethiopie, commence à s'affirmer dans les villes. Mais ce répit ne sera que de courte durée. Face au développement de ce pouvoir, animé pour l'essentiel par les militants de ME'ISONE et sur lequel ni Menguistu ni son organisation SEDEBE n'avaient aucune prise, la peur d'un débordement démocratique gagne ces derniers. LE régime opère un renversement d'alliance et opte pour le renforcement de la bureaucratie civile et militaire. La politique de liquidation physique reprend de plus belle. C'est le début de la terreur "rouge" qui sera officiellement lancée par le régime militaire au mois de novembre 1977. Et le commencement du processus de démantèlement des acquis politiques de la grande réforme agraire.

Mais l'enjeu de la "terreur rouge" n'était pas simplement politique.

Ceci ne servait, en réalité, que de toile de fond à un vaste affrontement économique portant sur la répartition de la récolte du paysan.

Ici aussi la contradiction était de taille. L'Etat cherchait à prélever sur les campagnes des surplus qu'il voulait répartir sous sa seule autorité. Il ne pouvait asseoir son pouvoir dictatorial qu'en s'appuyant sur l'armée la plus puissante de l'Afrique. Les effectifs qui n'étaient que de 40 000 hommes du temps de l'Empire, se sont considérablement renforcés pour atteindre le chiffre de 300 000. Il fallait nourrir et équiper cette armée. Il fallait approvisionner les villes qui du temps du féodalisme ne vivaient que de la surexploitation des paysans pauvres. Il fallait un début d'industrialisation socialiste" que l'Etat cherchait à entreprendre, sur le dos des paysans, plutôt qu'avec eux. Ces derniers cherchaient, au contraire non seulement une contrepartie équitable pour se désaisir d'une partie de leur surplus mais ils voulaient aussi assurer, avant tout, le développement de leur communauté comme ils avaient commencé à le faire pendant les premières années de la révolution.

Or, l'industrie éthiopienne est à l'état embryonnaire, inadaptée aux besoins élémentaires des agriculteurs et incapable de répondre à la hausse du pouvoir d'achat des paysans. La crise économique aidant, ou bien les produits de base sont inexistantes sur le marché, ou ils ne sont disponibles qu'à des prix difficilement abordables. Dans ces conditions les paysans refusent carrément de vendre. Voici ce que dit un leader paysan à un journaliste français en 1978, au plus fort de la bataille entre le régime et le monde paysan :

"Tous les paysans sont très mécontents de voir les prix de ce qu'ils achètent multipliés par trois, alors que le prix de leurs produits ne bougent pas. Maintenant nous avons nos terres, notre moulin, notre école. Nous sommes chez nous. Nous avons assez à manger. Nous discutons avec le gouvernement pour fixer le prix de notre récolte. Si nous nous mettons d'accord, tant mieux, sinon nous ne vendons pas".

Le gouvernement ne dispose d'aucun moyen, sinon la force, pour venir à bout de ce refus. Les élus paysans s'estimant, à juste titre, investis d'un pouvoir politique par le peuple n'acceptent pas le rôle de simple

courroie de transmission. Non seulement ils refusent de collecter le surplus demandé par le gouvernement, mais en plus ils prennent la tête du mouvement d'opposition paysanne. Il fallait donc, coûte que coûte, mettre au pas ces organisations et surtout destituer leurs dirigeants. C'était la tâche assignée à la "terreur rouge".

#### IV - LA TERREUR DANS LES CAMPAGNES

Dans un premier temps le régime riposte en dénonçant ce qu'il appelle "l'individualisme paysan" et la "spéculation capitaliste" dans les campagnes. Il qualifie les élus paysans de KOULAKES et se déchaîne contre le ME'ISONE, qui se trouve à la tête de ce mouvement démocratique, en l'appelant "droitier" et organisation "contre-révolutionnaire".

Plus concrètement c'est la terreur, dont l'ampleur est sans précédent dans l'histoire de notre pays. Ce qui s'engage est une lutte gigantesque, non seulement par l'enjeu considérable, mais aussi par les énormes forces qu'elle met aux prises.

D'un côté se trouve le pouvoir militaire, consolidé par le retour en force des officiers supérieurs de l'ancien régime, invités à réintégrer l'armée d'où ils ont été écartés depuis 1974. C'est un régime armé jusqu'aux dents par l'Union Soviétique qui est d'autant plus libre de régler ses comptes avec les forces démocratiques, y compris des officiers patriotes, que des milliers de soldats cubains viennent à son secours.

La répression qui se met en marche est massive et forcément aveugle. Le régime s'attaque à tout un peuple et à un vaste mouvement démocratique qui entraîne littéralement des millions de paysans jouant, eux, la survie de leur révolution. Pour vous donner une idée de la force de ce mouvement, sans laquelle il serait très difficile de comprendre la dureté de la répression, je citerai un chiffre : rien que dans les campagnes, à la tête des associations paysannes il y avait, en 1977, plus de 400 000 élus et animateurs locaux. Que sont devenus les associations et leurs élus ?

Le monde entier connaît le bilan des atrocités de fin 1977 et début

1978. Un journaliste du "Monde" qui avait visité Addis Abbeba à cette époque a parlé d'une "révolution devenue folle". Cette façon de voir traduisait la confusion qui régnait à l'extérieur concernant la nature de la "terreur rouge". Pour nous, c'était plutôt la "contre-révolution enragée" qui se déchaînait contre les démocrates et les patriotes éthiopiens.

Selon Amnesty International, 5 000 personnes ont été sommairement exécutées dans la ville d'Addis Abbeba pendant cette période. Des dizaines de milliers d'autres seront jetées en prison. Mais ce qui s'est passé dans les villes, pour atroce qu'il a été, n'est que la partie visible de l'iceberg. La répression est plus terrifiante dans les campagnes.

Dans son livre "La révolution hérétique" R. Lefort, lui, n'avance pas de chiffres. Il tente de donner un bilan de la terreur dans les campagnes en notant simplement que "entre le milieu de 1977 et le milieu de 1978 pratiquement tous les anciens dirigeants des associations du sud sont destitués".

"Destituer" n'est pas le mot qui convient. Ils sont exécutés par milliers ou partent précipitamment en exil lorsqu'ils ne sont pas jetés dans les prisons surpeuplées de ce qu'un observateur étranger a appelé "l'Etat prison d'Ethiopie".

Parmi les victimes de cette terreur se trouvent bien les militants de ME'ISONE (des milliers d'exécutions sommaires et plus de 20 000 membres sympathisants arrêtés) mais la répression touche surtout les leaders paysans, des syndicalistes et d'autres élus de base. Dans un reportage intitulé "Famine dans les prisons éthiopiennes" un journaliste de "Libération" qui avait visité le pays en octobre 1978 décrit l'identité des prisonniers en notant tout d'abord que "les militants et sympathisants de ME'ISONE, qui a rompu en août 1977 avec le Dergue, après avoir été son principal soutien civil, peuplent les prisons". Et il continue avec ces mots accablants pour un régime qui se dit "populaire" et pour les tenants de l'internationalisme "prolétarien".

"Pour l'essentiel, on trouve dans les prisons d'Ethiopie, ces milliers de jeunes, d'animateurs locaux, d'élus paysans, et des syndicalistes que la

révolution a fait surgir dans les tumultes de ses premières années. Loin de groupements révolutionnaires de la capitale, électrisés par la réforme agraire, mobilisés pour sa défense, sans formation politique mais avec une solide connaissance des peuples dont ils sont issus, ces premières générations des organisations de masse (paysannes, urbaines et d'entreprises) subissent de plein fouet maintenant la répression pour avoir pris au pied de la lettre les lois révolutionnaires qui établissent l'autonomie des ces organisations par rapport à l'Etat.

Quel a donc été le destin de ces associations ? Revenons-en aux chiffres. De plus de 25 000 qu'elles étaient en 1977, ces associations ne sont, d'après les chiffres officiels, que 19 698 en 1983. Le nombre de familles membres de ces associations a chuté de 7 millions à 5 300 000 pendant la même période. C'est-à-dire, plus de 24 % de ces organes de pouvoir populaire ont été purement et simplement liquidés. Celles qui se maintiennent sont étroitement contrôlées par les agents du régime imposés en dehors de toute élection démocratique. Ces agents eux-mêmes travaillent sous la surveillance vigilante de la soi-disant "All Ethiopia Peasants' Association" mise sur pied par le gouvernement à la fin de 1978.

## **V - LES EFFETS SUR LE MONDE AGRICOLE**

L'expérience démocratique et auto-gestionnaire vécue par les paysans d'Ethiopie pendant plus de deux ans est ainsi noyée dans le sang. C'est la défaite de la révolution démocratique dans notre pays. Et pour les paysans d'Ethiopie le recommencement des cauchemars des années de famine qui les hantaient au temps de l'Empire.

Le parle de "recommencement" car, et ceci est une chose à souligner, la famine était en passe de ne devenir qu'un mauvais souvenir pendant ces années révolutionnaires. En effet, sur le plan de la production agricole globale, la chute vertigineuse annoncée par tous les observateurs n'a pas eu lieu. Malgré la guerre civile, la production agricole progressait au rythme annuel de 5 % en 1975 et 1976. On se perd en conjoncture jusqu'à ce jour, pour expliquer ce qu'un journaliste américain, David OTTAWA, avait appelé à l'époque le "miracle" éthiopien. Sans entrer dans le détail pour

expliquer ce phénomène, je dirais simplement ceci : la classe féodale, qui tirait l'essentiel de ses revenus de l'imposition des campagnes, se décomposait surtout en raison de son parasitisme. Sa disparition n'a en rien affecté la production paysanne.

Pendant ces années il y avait des poches de famine ici et là dans le pays. Mais pour l'essentiel les paysans mangeaient à leur faim. Le problème a commencé à prendre des proportions alarmantes après 1977. Cette année-là le nombre de personnes affectées par la famine s'élevait à un million. Elles étaient de 2 280 000 en 1978, 3 000 000 en 1979 et 5 089 000 en 1980. Aujourd'hui on parle de plus de 9 millions. Pour nous tout ceci était inévitable. Déjà en juillet 1980, dans un mémorandum intitulé "FAMINE IN ETHIOPIA" nous avons cité un journaliste anglais qui disait :

"L'Ethiopie s'achemine vers un désastre économique qui pourrait faire de ce pays, selon les mots d'un expert des Nations Unies, l'endroit le mieux indiqué pour la première superfamine au monde".

Vous m'avez demandé de parler ce soir de ce que vous appelez "la famine du siècle". Autant parler de la "première superfamine au monde". Comment les choses en sont-elles arrivées là ?

Le premier effet de la défaite du mouvement démocratique de la répression et des conflits armés qui se sont intensifiés, était la chute de la production agricole. Les chiffres officiels indiquent que depuis 1979, elle décroît au rythme annuel de 1,3 % alors que le taux de croissance de la population est estimé à 2,9 %.

En premier lieu, cette chute de la production agricole s'explique très simplement : la main d'oeuvre paysanne a été littéralement décimée. Fin 1977, le nombre de réfugiés, essentiellement composé de personnes d'origine érythréenne, était estimé à 200 000. En 1981 ce chiffre était multiplié par dix. Aujourd'hui plus de 2 300 000 réfugiés (à 85 % d'origine rurale) vivent dans les pays limitrophes. Les conflits armés qui se déroulent un peu partout dans le pays ont obligé 2 400 000 paysans à quitter les zones de conflits et à vivre dans des camps improvisés à l'intérieur même du pays. Sur les 300 000 Ethiopiens enrôlés dans l'armée, plus de 80 % sont de

jeunes paysans. Au-delà des souffrances humaines et des dislocations sociales, ce déracinement de populations ne manque pas d'entraîner des effets extrêmement négatifs sur le plan purement économique : on a calculé que depuis 1978 la main d'oeuvre paysanne a été réduite de plus de 20 %.

A cela il faut ajouter le climat d'insécurité et les destructions des infrastructures et même des récoltes occasionnées par les conflits armés. Dans un rapport sur la famine publié en octobre 1984, le gouvernement reconnaît que dans une partie de la région de Gondar, à la frontière du Tigray et de l'Erythrée, 88 000 paysans ont perdu leur récolte, non pas à cause des conditions climatiques (qui étaient favorables), mais parce que l'insécurité qui régnait dans la région les empêchait de travailler. Or la région de Gondar n'est pas particulièrement touchée par la guerre. Je vous laisse le soin d'imaginer les effets de "l'insécurité" dans les régions du Tigray et de Erythrée au nord et celle du Harargué, de Balé et de Sidamo au sud, où les conflits armés sont autrement plus graves.

Chute de la production agricole donc, mais il y a aussi un autre problème qui peut être considéré comme étant aussi grave : c'est le maintien des méthodes agricoles séculaires et extrêmement arriérées utilisées par le petit paysan éthiopien.

interdit de stocker (car dans le vocabulaire du régime cela relève de la "spéculation capitaliste"), obligé de livrer ses surplus à des prix dérisoires et face à l'incapacité des villes à lui fournir des produits de consommation de base, le paysan n'a aucun intérêt à améliorer sa productivité. On peut saisir ses produits par la force, comme le fait le gouvernement, mais on ne peut pas l'obliger d'investir en vue d'améliorer sa productivité. Celle-ci a chuté de 7,8 % depuis 1979. Et faute d'introduire des orientations et des connaissances de techniques nouvelles pour transformer le système agricole arriéré que le pays connaît depuis des siècles, les paysans sont inévitablement exposés aux caprices de la nature et aux conditions climatiques de plus en plus instables.

## **VI - UNE POLITIQUE AGRICOLE DESASTREUSE**

Le déclin de la production agricole s'est soldé par un déficit de près d'un million de tonnes en 1983. Cette année on parle d'un million et demi de déficit. Mais la dictature sait que les paysans peuvent mourir par milliers dans les villages reculés sans pour autant menacer sa survie politique. Il en va tout autrement en ce qui concerne l'armée et les populations des villes qu'il faut nourrir à tout prix. Les émeutes provoquées par la faim peuvent constituer un danger mortel pour le régime. Il faut également produire de quoi exporter pour faire face aux besoins énormes en devises. La politique agricole n'est donc pas définie de façon à assurer le développement du niveau de vie des millions de paysans pauvres, mais plutôt en tenant compte des impératifs de survie et de renforcement de la dictature. Concrètement, ce souci se traduit par deux politiques, aussi dangereuse l'une que l'autre pour le développement socio-économique du pays : l'étatisation croissante du commerce de produits agricoles et la marginalisation du petit paysan.

### **1.- L'étatisation du commerce de produits agricoles**

Afin de se faire livrer le surplus produit par le paysan à des prix fixés par lui-même, le régime a interdit purement et simplement tout commerce interrégional de céréales par des commerçants privés. C'est l'organisme gouvernemental "Agricultural Marketing Corporation (AMC)" qui dispose de ce monopole depuis quelques années. Par ce moyen le régime essaie de s'enrichir non seulement au détriment des paysans mais aussi des consommateurs des villes ou des régions déficitaires. Les conséquences néfastes de cette politique sautent aux yeux : prenons par exemple deux régions voisines : le Gojjame et le Wollo. Une bonne récolte dans le Gojjame ne fait que provoquer une chute des prix dans cette région. L'AMC, profitant de son monopole, vend ces produits aux consommateurs dans le Wollo à des prix prohibitifs. Ainsi la loi de marché ne joue qu'au seul bénéfice du régime et au détriment de tout le monde. On a noté que le prix de vente de céréales dans les régions déficitaires et dans les villes peut être deux fois et demi plus élevé que celui payé aux paysans.

Le gouvernement sait très bien que cette politique aberrante n'incite pas les paysans à produire plus ou à vendre une partie de leurs surplus. Mais il considère que l'origine du problème n'est pas sa politique mais ce qu'il appelle "l'esprit capitaliste" dans les campagnes. Il préconise donc une politique qui aboutit à la marginalisation progressive de ce qu'il considère comme l'élément le plus "instable et douteux" dans l'agriculture éthiopienne : le petit paysan.

## **2.- La marginalisation du petit paysan**

Le rôle de celui-ci, travaillant sur son petit lopin de terre, a toujours été primordial dans la production agricole du pays. A l'heure actuelle, 97 % des terres cultivées et 94 % de la production agricole totale sont assurées par ce secteur. toute politique agricole visant le développement socio-économique du pays et l'amélioration du niveau de vie de la population doit donc préconiser des mesures destinées à encourager les paysans à investir afin de produire davantage et une politique équitable pour les inciter à commercialiser leurs surplus.

C'est une politique démocratique mais également de bon sens. Mais ce que le régime essaie depuis quelques années va dans le sens contraire. Il cherche à marginaliser le petit paysan en préconisant deux mesures conçues pour assurer au gouvernement le contrôle de la production paysanne et la maîtrise de l'orientation de l'activité agricole.

### **a - La collectivisation**

Tant que les paysans avaient la maîtrise de leur vie quotidienne au sein de leur communauté de base dans les années 1975-1977, la tendance était à la création de "coopératives de production". Et ceci de façon absolument volontaire. Le démantèlement des associations démocratiques et l'emprise des "leaders" paysans imposés par le gouvernement entraîne la perte de cette maîtrise. Plus contrôlées par les agents de la dictature qu'elles n'étaient animées par les représentants des paysans, ces coopératives devenaient très vite des instruments de contrôle et d'extorsion de la production paysanne. Dès 1979 ces paysans ont amorcé un mouvement de démantèlement des quelques coopératives qu'ils avaient mis sur pied et

refusent la politique de collectivisation que le gouvernement cherche à imposer. A l'heure actuelle, sur 5 236 000 familles inscrites au sein des associations paysannes seules 79 385 (soit 1,5 %) travaillent dans les coopératives. Et encore il s'agit, pour l'essentiel, de paysans qui ont été transférés des régions du nord vers le sud et qui sont obligés de se regrouper.

Face à l'hostilité paysanne, le gouvernement semble, du moins pour le moment, marquer un temps d'arrêt dans ce domaine. Mais il ne fait aucun doute qu'il maintient sa volonté de contrôler le paysan et surtout la récolte de ce dernier.

Le plan de développement pour les années 1984-1994 publié récemment prévoit d'embrigader, d'ici dix ans, 53 % des ruraux dans les coopératives de production. Le transfert de centaines de milliers de familles paysannes vers les "terres vierges" du sud et de l'ouest du pays s'inscrit, entre autres, dans ce dessin de collectivisation.

#### b - L'extension des fermes d'Etat

A l'origine, ces fermes étaient en principe destinées à approvisionner les secteurs "sensibles" que sont les villes et l'armée. Mais en réalité, elles n'ont jamais pu remplir ce rôle. En 1982 par exemple, elles devaient produire et livrer à l'AMC 2 999 000 quintaux. La production n'a été que de 1 524 000 quintaux.

Et pourtant les moyens ne manquaient pas. Les crédits disponibles pour le secteur agricole, qui devaient normalement être affectés à l'amélioration de la productivité paysanne, sont presque entièrement absorbés par les fermes d'Etat, qui occupaient 67 300 hectares en 1975, et s'étendaient sur 230 000 hectares en 1982.

La productivité de ces fermes établies dans des régions fertiles est supérieure à la moyenne nationale. Mais leur coût de production est très élevé. Elles sont équipées de matériel lourd et coûteux, importé des pays de l'est. Les machines manquent de pièces de rechange. Le "management" est souvent inefficace et corrompu.

Le résultat est le comble de l'absurdité : les prix à la consommation des produits de ces fermes, sensés nourrir les villes à bon marché, sont beaucoup plus élevés que ceux demandés par le paysan individuel. Pour le même produit, le prix payé par l'AMC aux fermes d'Etat est de 20 à 25 % supérieur à celui accordé aux paysans. Pour certaines céréales, comme le maïs, le blé, cette différence peut s'élever jusqu'à 37 %. Dans les documents officiels cette différence est justifié par la nécessité d'une "compensation partielle des coûts de production élevés".

Même cette prime à l'inefficacité n'a pas permis le maintien et encore moins l'extension des fermes d'Etat. Depuis 1983, le régime procède au démantèlement de ces fermes qui, à l'heure actuelle, ne couvrent plus que 172 000 hectares. Il ne s'agit cependant pas d'un abandon. Les experts sont en train d'étudier les moyens de les faire redémarrer sur des bases plus efficaces et surtout de redéfinir l'orientation de ces fermes qui vont se spécialiser dans les cultures d'exportation. La solution au problème de la famine ne peut pas venir de l'amélioration de l'efficacité de ces fermes et encore moins de la nouvelle orientation que le régime entend leur donner. Ce problème ne peut être vaincu qu'en affectant les crédits disponibles à l'amélioration de la productivité du petit paysan. Mais il s'agit là d'un choix politique absolument incompatible avec la nature anti-démocratique du régime.

## **VII - LA FAMINE EST-ELLE UNE FATALITE ?**

La réponse est non. Tous les experts sont d'accord sur ce point. Le potentiel agricole de ce pays est immense. Sur les 790 000 km<sup>2</sup> considérés comme terres arables, seuls 10 % sont actuellement cultivés. Sur les 102 provinces ou AWRAJAS que compte le pays, 31 sont identifiées comme étant très fertiles et jouissent de conditions climatiques stables.

Des études effectuées par l'Institut de Recherches Agricoles et le Ministère de l'Agriculture, il ressort que dans ces régions, qui fournissent déjà 54 % de la production agricole, la productivité peut augmenter de 100 % si le paysan est encouragé à investir pour améliorer ses techniques séculaires.

Rien qu'en utilisant les engrais disponibles, elle peut augmenter de 50 %. La FAO, pour sa part, estime que l'Ethiopie peut produire de quoi nourrir 100 millions de personnes, c'est-à-dire plus que le double de sa population actuelle qui est de 42 millions.

Mais tant que le régime militaire s'accroche au pouvoir, ces possibilités ne peuvent être mises au service du développement socio-économique des populations éthiopiennes. Ceci pour des raisons politiques dont je me contenterai de souligner deux aspects.

D'abord, il n'y a pas de quoi investir pour faire face aux exigences du développement du pays. Les ressources sont englouties pour les besoins de "la défense et la sécurité". C'est-à-dire pour soutenir l'effort de guerre qui est en train de saigner le pays et pour maintenir un appareil de sécurité ultramoderne destiné à prévenir tout danger de renversement du régime. L'Ethiopie se trouve parmi les 31 PMA et même parmi ceux-ci elle ne vient qu'au dernier rang. Mais ce n'est pas le cas pour les dépenses de défense et de sécurité. Elles sont estimées à un milliard de dollars par an. Pour un pays dont le revenu annuel par capita est à peine de 100 dollars, cette somme est faramineuse. Je n'insiste pas sur cette question, car j'estime qu'elle est bien connue. A tel point qu'après la sécheresse, beaucoup de gens la considèrent comme la cause principale de la tragédie actuelle. C'est bien sûr un facteur très important dans la mesure où aucun développement ne peut être envisagé sans qu'on mette fin, au préalable, à ces divers conflits et à la répression qui sont en train de détruire et de ruiner le pays. Mais il y a autre chose.

Il ne suffit pas d'avoir des ressources à investir. Encore faut-il définir une orientation qui remet le paysan au centre du processus de développement. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner, les orientations à l'heure actuelle sont définies en fonction des impératifs de survie et du renforcement de la dictature.

Il faut investir pour améliorer la productivité paysanne. Il faut amorcer une politique d'industrialisation visant à produire les biens de consommation de base dont ce dernier a besoin. Il faut une politique de prix

qui met fin à la surexploitation des campagnes, etc... Bref, il faut mettre fin à la politique de marginalisation des populations et des régions entières, telle qu'elle est pratiquée actuellement.

Arrêter les guerres. Recréer des conditions de vie démocratiques dans les villes et les zones rurales. Respecter les espaces de liberté tout en organisant le développement homogène du pays. Redonner confiance au paysan. Le remobiliser dans des structures associatives démocratiques.

Autant dire débarrasser le pays de la dictature militaire et instaurer un régime démocratique dans une Ethiopie redevenue indépendante. Voilà le défi que les démocrates et les patriotes éthiopiens entendent relever pour mettre fin à ce cauchemar que vous avez appelé "la famine du siècle".

### VIII - L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

En guise de conclusion, je voudrais dire quelques mots sur l'aide internationale. La responsabilité du régime dans le désastre actuel est une chose. Le secours qu'il faut acheminer pour sauver la vie de millions de ses victimes en est une autre. Notre opposition à la dictature ne nous incite pas à préconiser, comme le font certains, la politique du pire : briser l'élan de solidarité afin d'aggraver la crise et de faire tomber le régime. Cette politique dangereuse revient à martyriser encore plus notre peuple déjà éprouvé par tant de malheurs. Aucun Ethiopien responsable ne peut souscrire à une telle pratique qui est au demeurant illusoire.

Même le débat sur le détournement de l'aide ne doit en rien compromettre l'élan de solidarité qui est en train de s'exprimer. Malgré quelques contraintes bureaucratiques, l'aide arrive aux sinistrés. Elle est distribuée. Elle sauve des vies humaines. Il faut des secours massifs et urgents. Il faut aussi un effort soutenu car la prochaine récolte n'est prévue que pour la fin de 1985.

Ceci dit, on ne peut pas faire confiance à la dictature. Il faut que l'aide passe par l'intermédiaire des organismes humanitaires qui sont implantés sur place ou qui ont là-bas des partenaires fiables.

Mais au-delà de l'aide d'urgence, il faut aussi penser à l'avenir. Il est essentiel d'apporter une aide à des actions de développement en privilégiant les projets axés sur le petit paysan. La réussite d'une telle entreprise exige, cependant, que soit créé au préalable, le cadre politique approprié. Il s'agit là d'une tâche qui ne peut être entreprise que par les démocrates et les peuples éthiopiens eux-mêmes. Mais nous pensons aussi que dans ce combat libérateur, ils ont besoin, et ils méritent le soutien de tous ceux qui se sentent concernés par cette tragédie et qui oeuvrent pour la libération des peuples partout dans le monde.